



**PRÉFÈTE  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**2 0 2 6 0 3 0 8**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°  
actualisant les prescriptions appliquées à la société M.F.P. MICHELIN  
pour l'exploitation de son unité de fabrication de pneumatiques  
sur le site des Gravanches, Commune de Clermont-Ferrand**

La préfète du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment le livre V, titres I et IV ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne (SDAGE) approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 18 mars 2022 ;

**Vu** le Plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération de Clermont-Ferrand ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 20211881 du 11 octobre 2021 portant autorisation environnementale et réglementant les activités de la société M.F.P. MICHELIN - site des Gravanches, sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand ;

**Vu** le rapport d'inspection de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en date du 26 septembre 2022 réalisé dans le cadre d'une action nationale relative à la protection des installations contre le risque foudre et la protection des installations électriques contre le risque incendie ;

**Vu** le courriel de la MFP Michelin du 22 mai 2023 portant à la connaissance de la DREAL le nouveau découpage cadastral du site des Gravanches ;

**Vu** les courriers de la MFP Michelin des 19 mars et 11 octobre 2024 portant à la connaissance du préfet l'arrêt de la tour aéroréfrigérante et de son démantèlement, sur le site des Gravanches : suppression de la rubrique 2921 ;

**Vu** le courrier de la MFP Michelin du 1<sup>er</sup> juillet 2024 portant à la connaissance du préfet le projet de construction d'un restaurant d'entreprise à l'entrée du site des Gravanches ;

**Vu** le courrier de la MFP Michelin du 20 novembre 2024 portant à la connaissance du préfet l'évolution du stockage de pneumatiques sur le site des Gravanches au-delà du seuil de la déclaration pour la rubrique 2663 ;

**Vu** le courrier de la MFP Michelin du 20 novembre 2025 portant à la connaissance du préfet l'agrandissement de l'atelier Après Cuisson, augmentant la capacité de stockage de pneumatiques sur le site des Gravanches (rubrique 2663) ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 29 décembre 2025 de l'Inspection des Installations Classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 14 janvier 2026 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

**Considérant** que les activités relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées ont été régulièrement exploitées ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réactualiser le classement de l'établissement ainsi que certaines dispositions qui lui ont été appliquées, notamment à la suite des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et des évolutions des activités du site ;

**Considérant** que les diverses modifications apportées aux installations ne sont pas de nature à remettre en cause la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et ne sont donc pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de mettre à jour les prescriptions applicables au site M.F.P. MICHELIN des Gravanches conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

La Société Manufacture Française des Pneumatiques Michelin, dont le siège social est situé Place des Carmes-Déchaux 63040 Clermont-Ferrand Cedex, est autorisée, sous réserve du respect des dispositions figurant dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation du site des Gravanches, situé rue Roland Moreno (ZI des Gravanches) à Clermont-Ferrand.

##### **Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les dispositions du présent arrêté modifient les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 susvisé.

#### **CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**

##### **Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

<i>Rubriques</i>	<i>Désignation des activités</i>	<i>Volume autorisé</i>	<i>Régime</i>	<i>Seuil</i>
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des récipients clos en exploitation - équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	1241 kg	DC	300 kg

Rubriques	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime	Seuil
2661-1a	Transformation de polymères et caoutchouc par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression : travail, moulage, vulcanisation de caoutchouc	82,6 t/j	A	70 t/j
2662-2	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	861 m³	D	100 m³
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	1296 m³	D	1000 m³
2910-A2	Installation de combustion consommant du gaz naturel : 2 chaudières de puissance nominale unitaire de 2,65 MW utilisées en secours de l'installation de récupération de chaleur.	P nominale 5,3 MW	DC	1 MW
2925-1	Ateliers de charges d'accumulateurs, lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	146 kW	D	50 kW

A : autorisation ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

#### Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Le tableau de l'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

Commune	Section	N° des parcelles	Surface en m²
Clermont-Ferrand	AY	192	3383
		227	104758
		228	8422
		230	20751
		231	935
		232	35213
TOTAL			173462

#### Article 1.2.3. Surface de l'établissement

La surface de l'établissement mentionnée aux articles 1.3.2 et 1.3.4 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 susvisé est portée à 17,3 ha (voir plan cadastral en annexe).

## TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 2.1.1. Approvisionnement en eau

Le tableau de l'article 4.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 est remplacé par le suivant :

Origine de l'eau	DÉBITS	
	m³/j	m³/an
Réseau public	40	12000

#### Article 2.1.2. Circuits de refroidissement

Le 1<sup>er</sup> alinea de l'article 4.3.3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 est supprimé.

#### Article 2.1.3. Sécheresse

L'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 est complété par un nouvel article 4.1.4 libellé comme suit :

#### « Article 4.1.4 : Prévention des situations de crises hydrologiques

##### Article 4.1.4.1 : Plan de sobriété hydrique

Afin de prévenir les situations de crises hydrologiques, l'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique (PSH) qui doit préciser, pour chacun des seuils de niveau d'alerte défini par le préfet en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les actions qui seront mises en œuvre sur le site, pour adapter les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution au strict minimum et diminuer les rejets dans le milieu ou les stations d'épurations, pendant une période de temps limité. Ce plan précise les débits minimums d'eau strictement nécessaires pour préserver l'outil de production et garantir la sécurité des installations.

Ce plan est mis en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ce plan comporte d'une part, un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de laboratoire, usages domestiques, arrosage, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés, et d'autre part, les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets à envisager de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet.

Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

a) Ce diagnostic doit déterminer :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosages, lavage) ;
- le bilan et les évolutions des consommations et/ou des rejets d'eau des années passées (depuis l'épisode de sécheresse de 2003) ;
- les éventuelles dispositions de réduction des prélèvements et/ou des rejets mises en œuvre depuis 2003 ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues ou reportées en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise.

b) Les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets en cas de situation hydrologique déficitaire comportent a minima :

- le renforcement de la surveillance des réseaux de prélèvements et de rejets : suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, prévention des pollutions accidentelles, surveillance des installations de traitement des rejets ;
- les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique (notamment par renforcement du recyclage de l'eau s'il existe, par modification de certains modes opératoires, par report de certaines activités, etc.) ;
- les limitations voire les suppressions des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs (notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents, etc.) ;

- les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;
- les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité)

#### Article 4.1.4.2 : Mise à jour du PSH

Le PSH est régulièrement mis à jour. Chaque mise à jour doit faire l'objet d'une information au préfet.

#### Article 4.1.4.3 : Pouvoir du préfet

Le préfet peut, sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau. »

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **CHAPITRE 3.1 PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

L'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 est complété par un nouvel article 8.3.5 libellé comme suit :

#### « Article 8.3.5 : Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

##### Article 8.3.5.1 : Analyse du risque foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse du risque foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

##### Article 8.3.5.2 : Mesures de prévention et les dispositifs de protection

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

#### Article 8.3.5.3 : Vérifications

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

#### Article 8.3.5.4 : Documents

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. »

### **CHAPITRE 3.2 MOYENS D'INTERVENTION INCENDIE**

Le point relatif aux réserves en émulseur figurant au 1<sup>er</sup> alinea de l'article 8.6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 susvisé, est supprimé.

### **CHAPITRE 3.3 TOURS AÉRORÉFRIGÉRANTES**

Le chapitre 9.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 susvisé relatif à la gestion des tours aéroréfrigérantes, est supprimé.

### **CHAPITRE 3.4 STOCKAGE DE POLYMÈRES**

L'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 est complété par un nouvel article 9.1.3 libellé comme suit :

#### « Article 9.1.3 : Extension d'activité

Pour toute extension d'activité nécessitant la construction d'un nouveau bâtiment de stockage de polymères ou de pneumatiques, l'exploitant est tenu de respecter l'ensemble des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 susvisé relatif aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2662 ou 2663. C'est notamment le cas de l'agrandissement prévu sur une surface de 2050 m<sup>2</sup> au niveau de l'atelier Après Cuisson (voir plan figurant en annexe du présent arrêté). »

### **CHAPITRE 3.5 ETUDE DE DANGERS**

Une actualisation de l'étude de dangers relative au site des Gravanches doit être réalisée et transmise à l'Inspection des Installations Classées pour le 31 décembre 2027 au plus tard.



## **TITRE 4 - DISPOSITIONS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF**

### **CHAPITRE 4.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue ci-après.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréours citoyens » accessible par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/>.

### **CHAPITRE 4.2 OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le préfet du Puy-de-Dôme et à la société M.F.P. MICHELIN, site des Gravanches, sise Place des Carmes-Déchaux 63040 Clermont-Ferrand Cedex, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

### **CHAPITRE 4.3 NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté :

- sera notifié à la société M.F.P. MICHELIN, site des Gravanches,
- est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **CHAPITRE 4.4 EXÉCUTION ET COPIE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de Clermont-Ferrand ainsi que le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

- au Directeur Départemental des Territoires ;
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Clermont-Ferrand, le **12 FEV. 2026**

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

# SOMMAIRE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	2
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	2
CHAPITRE 1.2 Nature des installations.....	2
TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	3
CHAPITRE 2.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	3
TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	5
CHAPITRE 3.1 Protection contre la foudre.....	5
CHAPITRE 3.2 Moyens d'intervention incendie.....	6
CHAPITRE 3.3 Tours aéroréfrigérantes.....	6
CHAPITRE 3.4 Stockage de polymères.....	6
CHAPITRE 3.5 Etude de dangers.....	6
TITRE 4 - DISPOSITIONS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF.....	6
CHAPITRE 4.1 Délais et voies de recours.....	6
CHAPITRE 4.2 Obligation de notification des recours.....	7
CHAPITRE 4.3 Notification et publicité.....	7
CHAPITRE 4.4 Exécution et copie.....	7
TITRE 5 - ANNEXE : PLAN CADASTRAL ET EMPRISE DU SITE.....	9
TITRE 6 - ANNEXE : EXTENSION DU SITE (ATELIER APRÈS CUISSON).....	10



## TITRE 5 - ANNEXE : PLAN CADASTRAL ET EMPRISE DU SITE



## TITRE 6 - ANNEXE : EXTENSION DU SITE (ATELIER APRÈS CUISSON)

Situation de l'agrandissement sur le site des Gravanches

